

Guerre hybride à la frontière Biélorussie-Pologne : une expression fourre-tout qui déshumanise les migrants



(//app-eu.readspeaker.com/cgi-bin/rsent?customerid=7764&lang=fr_be&readid=id-text2speech-article&url=www.rtbf.be%2Finfo%2Fmonde%2Fdetail_guerre-hybride-a-la-frontiere-bielorussie-pologne-une-expression-fourre-tout-qui-deshumanise-les-migrants%3Fid%3D10883544)



(https://ds1.static.rtbf.be/article/image/1920xAuto/6/f/d/29e48b79ae6fc68e9b6480b677453586-1637585846.jpg)

Des migrants originaires du Moyen-Orient massés et bloqués à la frontière biélo-polonaise, le 15 novembre 2021 © Leonid Shcheglov – AFP

Africa Gordillo

Mis à jour à 08h14

Des milliers de personnes originaires du Moyen-Orient sont piégées à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne (https://www.rtbf.be/info/monde/detail_des-milliers-de-migrants-pris-en-otages-a-la-frontiere-pologne-bielorussie-une-guerre-hybride-aux-confins-de-l-union-europeenne?id=10876273), dans un no man's land d'inhumanité. Ces migrants — des hommes,

des femmes et des enfants — ne peuvent ni entrer dans l'Union européenne, ni retourner sur leurs pays. La situation s'est particulièrement tendue mi-novembre.

Coronavirus en Belgique; 353 admissions à l'hôpital enregistrées mardi, un record en 2021, supérieur au pic de la vague



Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki se dit confronté à une "guerre hybride" où les migrants sont des "armes" (https://www.rtb.be/info/monde/detail_migrants-masses-a-la-frontiere-la-plus-grande-tentative-de-destabilisation-de-l-europe-depuis-la-guerre-froide-selon-la-pologne?id=10882807). Si l'instrumentalisation de la détresse apparaît dans son évidence à cette frontière extérieure de l'UE, doit-on pour autant parler de "guerre hybride", expression fourre-tout qui déshumanise les migrants ? La question divise.

"Hybrid war" ou le borbier irakien

Le terme guerre hybride (*hybrid war*) fait sa première apparition en 2005, dans un article signé par deux officiers des Marines, parmi lesquels le général John Mattis, à l'époque où les Etats-Unis sont empêtrés dans la guerre en Irak et où ils doivent faire face à un Etat défaillant, l'Irak, où les groupes terroristes sont actifs.

Dans son article paru en 2015 dans le Focus stratégique de l'Institut français des Relations internationales, le directeur du Centre des études de sécurité de l'IFRI, Elie Tenenbaum, explique que l'expression guerre hybride "*prend forme*" en 2006, avec la campagne israélienne contre le Hezbollah : "*La communauté stratégique est alors surprise par les capacités stratégiques du Parti de Dieu libanais qui prend en défaut les forces israéliennes [...] L'idée émerge alors qu'il existe désormais des acteurs irréguliers dont les capacités et les compétences n'ont rien à envier à celles de certains Etats (défense sol-air, missiles antichars, drones, etc.)*".

▶▶▶ À lire : Wagner, un groupe de mercenaires russes à la "conquête" de l'Afrique (https://www.rtb.be/info/monde/detail_wagner-un-groupe-de-mercenaires-russes-a-la-conquete-de-l-afrique?id=9988029)

Le concept sera introduit peu après à l'OTAN par le même John Mattis. Il évoluera tant et si bien que beaucoup d'experts y voient aujourd'hui une expression "fourre-tout" qui évoque tour à tour des attaques terroristes, l'annexion de la Crimée par des hommes cagoulés pour le compte de la Russie en 2014, la déstabilisation quelques mois plus tard du Donbass à l'est de l'Ukraine, par le groupe paramilitaire Wagner fondé par un proche du président russe Vladimir Poutine, les cyberattaques voire la campagne de déstabilisation des Etats-Unis lors des

élections (https://www.rtbf.be/info/monde/detail_poutine-se-moque-eperdument-de-l-ingerence-dans-les-elections-americaines?id=9862615) qui ont porté Donald Trump à la présidence américaine en 2016.

Qu'est-ce qu'une "guerre hybride" ?

"Il n'y a pas vraiment de définition juridique, ni de guerre, ni a fortiori de guerre hybride. En droit international, ce qui existe, c'est l'usage de la force ou l'agression", précise Olivier Corten, spécialiste du droit international, professeur à l'ULB et auteur du livre "Le droit contre la guerre", dont la deuxième édition est parue chez Pedone.

Le droit international fait clairement la distinction entre d'une part l'usage de la force régie par des règles, parmi lesquelles la légitime défense et, d'autre part, les situations où la légitime défense ne peut être invoquée mais où l'on peut répliquer en prenant, par exemple, des sanctions de type économique ou autre. C'est ce que l'Union européenne a fait vis-à-vis de la Biélorussie (https://www.rtbf.be/info/monde/detail_le-belarus-annonce-des-sanctions-en-reponse-a-elles-de-l-union-europeenne?id=10598773) après la réélection d'Alexandre Loukachenko à la présidence de la République, le 9 août 2020 ou à d'autres moments.

►►► Pour compléter : Minsk reproche à l'UE ses sanctions "sans espoir"

(https://www.rtbf.be/info/monde/detail_tensions-aux-frontieres-de-la-bielorussie-minsk-reproche-a-l-ue-ses-sanctions-sans-espoir?id=10878531)

"On peut répliquer mais par des moyens pacifiques, pour éviter justement qu'il y ait une hybridation [...] Quand on dit hybride, on a tendance à aspirer vers le haut, vers le militaire et donc la surréaction... ce qui normalement est tout à fait exclu en droit international puisqu'il existe un régime juridique tout à fait différent."

Une expression politique

L'expression "guerre hybride" est donc davantage politique que juridique (https://www.rtbf.be/info/monde/detail_en-reponse-a-l-attaque-hybride-en-cours-l-ue-durcit-la-delivrance-de-visas-a-des-fonctionnaires-bielorusses?id=10875713). Elle est utilisée notamment par l'OTAN, pour qui *"les menaces hybrides renvoient à des activités menées ouvertement ou non et mêlant des moyens militaires et non militaires : désinformation, cyberattaques, pression économique, déploiement de groupes armés irréguliers ou emploi de forces régulières. Le but est de rendre plus ardue la distinction entre guerre et paix et de semer le doute dans l'esprit des populations qui sont prises pour cible. Les menaces hybrides visent à déstabiliser et à miner la société"*.

►►► À lire : Face à la "guerre hybride", l'Otan et l'UE veulent davantage coopérer
(https://www.rtbf.be/info/monde/detail_face-a-la-guerre-hybride-l-otan-et-l-ue-veulent-davantage-cooperer?id=8980868)

Récemment, le secrétaire général de l'Otan expliquait que l'organisation se préparait aux guerres hybrides. Pour Jens Stoltenberg, ces attaques sont désormais exécutées plus vite, avec plus d'ampleur et d'intensité, autant de caractéristiques favorisées par *"l'évolution rapide des technologies dans un monde interconnecté"*.

Dérapage sémantique



(<https://ds1.static.rtbf.be/article/image/1920xAuto/d/6/d/ab452534c5ce28c4fbb0e102d4a4fb2e-1637679623.jpg>)

Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki en visite aux gardes-frontières à la frontière avec la Biélorussie, près de Kuznica, le 9 novembre 2021 © AFP

Quel est le lien entre l'expression "guerre hybride" et les migrants coincés à la frontière biélo-polonaise ? Ce lien a notamment été réalisé par plusieurs dirigeants et responsables européens. Dans son discours sur l'Etat de l'Europe du 9 novembre dernier, le président du Conseil européen Charles Michel, a déclaré que les Européens étaient confrontés à une *"attaque hybride brutale"* aux frontières européennes, où la Biélorussie *"instrumentalise la détresse des migrants d'une manière cynique et choquante"*.

Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki, un habitué de l'expression, déclarait ce lundi 22 novembre que son pays était confronté *"à un nouveau type de guerre, une guerre dans laquelle les migrants sont des armes, la désinformation est une arme, une guerre hybride"*. Si l'on suit le raisonnement du chef du gouvernement polonais, on pourrait comprendre que les migrants constituent une arme et qu'ils sont donc dangereux. Une rhétorique sécuritaire.

►►► A lire: Violences, météo glaciale, manque d'eau: Human Right Watch dénonce de graves violations des droits humains par la Pologne et la Biélorussie
(https://www.rtbf.be/info/monde/detail_violences-meteo-glaciale-manque-d-eau-human-right-watch-denonce-de-graves-violations-des-droits-humains-par-la-pologne-et-la-bielorussie?id=10884694)

"Lorsqu'on parle de migrants, il y avait jusqu'ici une rhétorique de la criminalisation, c'est-à-dire que l'on transforme un problème de droits humains en problème de crime en disant que des terroristes s'infiltreraient parmi les migrants et qu'il y aura un risque d'attentat. On criminalise des personnes qui, en réalité, sont des victimes", analyse Olivier Corten. "Ça s'est déjà beaucoup

Coronavirus en Belgique: 353 admissions à l'hôpital enregistrées mardi, un record en 2021, supérieur au pic de la 5^e vague

fait. Ici, un palier supplémentaire est franchi. L'expression guerre hybride est un euphémisme pour dire que c'est quand même une guerre... donc on est en légitime défense... donc on peut construire des murs... donc on peut même utiliser la force."

Le directeur du Groupe d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Yannick Quéau, s'indigne également de l'utilisation de l'expression. *"Ces discours-là ne sont pas neutres. Mais on parle d'humains derrière. On n'a jamais traité ces questions-là avec des canons. Pensons seulement à l'image des transfuges du bloc de l'est vers l'ouest. Ici, c'est la même chose et on les traite comme une menace. C'est pareil pour les réfugiés espagnols pendant la guerre civile ou la dictature de Franco. On reprend des vocables qui déshumanisent les personnes, c'est un scandale. Il faut ramener ces gens à leur statut de victime."*

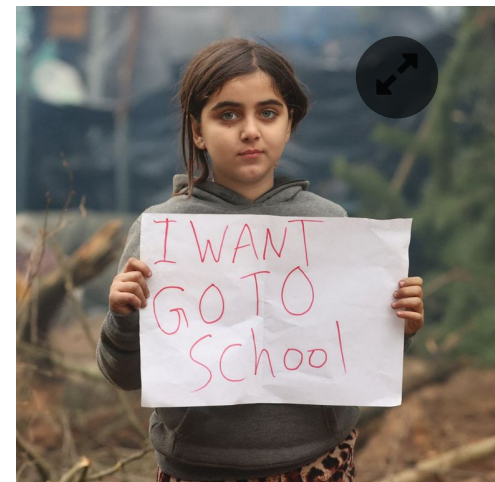
Yannick Quéau va même plus loin : *"Endosser le vocable de l'extrême droite (https://www.rtb.be/info/societe/detail_le-discours-anti-musulman-et-anti-migrant-n-est-pas-seulement-l-apanage-de-l-electorat-d-extreme-droite?id=10101343) (sécuritaire, ndlr), c'est le cautionner"*.

Le statut de victimes

Les hommes, femmes et enfants coincés à la frontière entre la Biélorussie et l'Union européenne (principalement via la frontière polonaise) ne savent donc ni avancer, ni reculer. Ni entrer dans l'UE, ni quitter la Biélorussie. Plusieurs sont morts d'hypothermie.

La Biélorussie porte une lourde responsabilité puisqu'elle a fait venir en avion ces personnes originaires d'Irak, de Syrie, d'Afghanistan — des personnes fuyant la guerre cela dit en passant — en leur octroyant des visas. Jusque-là, rien d'illégal au regard du droit international. Ce qui est illégal, c'est de les expulser vers l'UE. Certains y voient l'ombre de la Russie. Vladimir Poutine dément.

La Pologne, elle, s'assied sur les conventions internationales en fermant sa frontière à des personnes qui ont pourtant droit à une protection internationale. Quant à l'Union européenne, elle semble plus que jamais divisée et laisse faire la Pologne à sa frontière orientale.



(<https://ds1.static.rtb.be/article/image/1920xAuto/a/f/8/2b9bd744f7c0d06123d9d9557310fa80-1637679767.jpg>)

Une enfant dans un camp à la frontière biélo-polonaise dans la région de Grodno, le 12 novembre 2021 © Tous droits réservés

Sur le même sujet

⚡ Coronavirus en Belgique: 353 admissions à l'hôpital enregistrées mardi, un record en 2021, supérieur au pic de la 3e vague

